On trouve à la fin la Lettre de Sa Mai. à l'Archevêque d'Ambrun, du 28. Decembre 1727. par laquelle Elle promet d'employer son autorité pour soutenir les Décisions & les Decrets du Concile; & enfin celle écrite par Mr. le Blanc, Secretaire d'Etat, le 29. Mars 1728., par laquelle S. M. permet l'impression des Actes du Concile, & du Bref du Pape, confirmatif des Decrets du même Concile. Toutes ces Piéces composent un Volume, qui enfleroient ces Mémoires outre mesure; mais pour que le Lecteur curieux n'y perde rien, nous employrons seulement l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, rendu le 3. Juillet en consequence de ce Resultat, où l'on resume toutes les raisons des Prélats, pour proscrire la fameuse Consultation. Ceci joint au dernier Bref de S. S., qui se trouve dans le dernier Journal p. 105., montre assez de quelle importance on a jugé cet Ecrit, & quelle impression il pouvoit faire sur les esprits; puisqu'aux foudres & aux censures de l'Eglise, il a fallu joindre l'autorité Royale pour lui porter le dernier coup.

Le Roi ayant été informé de l'affectation avec laquelle on a répandu dans le public un Ouvrage imprimé sous le Ture de Consultation des Avocats du Parlement de Paris, au sujet du Jugement rendu à Ambrun contre Mr. l'Evêque de Senez; du trouble que cet Ouvrage excitoit dans les esprits trop agités sur les Matières qui y sont traitées, & des manvais essets qu'il pouvoit produire contre la Doctrine de l'Eglise, les principes de la Hiérarchie, & le respect qui est dû à l'autorité Spirituelle & Temporelle: S. M. toujours attentive à recourir aux lumieres des Evêques, pour s'instruire Elle-même, & pour faire instruire ses Sujets, sur ce qui regarde le Dogme & le langage de la Foi, avant que